

**Présidence et
Services
Centraux**

**Direction
Juridique,
Statutaire &
Réglementaire**

**Service Vie
Institutionnelle**

N°...³⁵... /2018

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS,

VU le Code de l'Education et notamment son article L. 712-2,

VU le Code de la recherche,

VU le décret n° 2006-781 du 03 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU les statuts de l'Université Nice Sophia Antipolis,

VU l'élection de M. Emmanuel TRIC en qualité de Président de l'Université Nice Sophia Antipolis lors du conseil d'administration du 28 juin 2017,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est donnée à M. Philippe AUDEGEAN, Directeur du Centre de Recherche d'Histoire des Idées (CRHI) et en cas d'empêchement à M. Grégori JEAN, à l'effet de signer au nom du Président de l'Université et dans la limite de leurs attributions :

- les autorisations d'absence et les autorisations d'utilisation des véhicules personnels ou de service des agents de l'UNS en activité dans leur laboratoire, sauf pour eux-mêmes,
- les ordres de mission des agents de l'UNS affectés au CRHI sans frais pour l'Université.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée à M. Philippe AUDEGEAN, Directeur du Centre de Recherche d'Histoire des Idées (CRHI) et en cas d'empêchement à M. Grégori JEAN, à l'effet de signer au nom du Président de l'Université, lorsque la prise en charge financière est imputée sur le service opérationnel 453N920R04, les actes suivants :

- les opérations d'engagements des dépenses (bons de commande) et de certification du service fait,
- les ordres de mission des agents de l'UNS affectés au CRHI dont les frais sont imputés sur le budget du CRHI, sauf pour eux-mêmes,
- les états liquidatifs des ordres de missions dont les frais sont imputés sur le budget du CRHI,
- les contrats de maintenance d'une durée maximale d'un an et d'un montant maximum de 1 500 € HT.

ARTICLE 3 :

Toute subdélégation de signature est prohibée.
Tout document signé en application du présent arrêté doit comporter sous la signature de son auteur, la mention en caractères lisibles de son prénom, de son nom et de sa qualité, ainsi que « pour le Président et par délégation ».

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est soumis à publicité. Il abroge l'arrêté n°184/2017 du 12/10/2017 et sera publié sur le portail internet de l'université et consultable de manière permanente au sein de la direction juridique de l'université.

ARTICLE 5 :

Le directeur général des services et l'agent comptable de l'université Nice Sophia Antipolis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le **27 MAR. 2018**



Le Président de l'Université Nice Sophia Antipolis,

Emmanuel TRIC

COPIES :

- M. le Recteur, Chancelier des Universités
- M. le Directeur Général des Services
- M. l'Agent Comptable de l'Université
- Mme la Directrice de la Direction de la Recherche et de la Valorisation
- Mme la Directrice des Affaires Financières de l'Université
- Intéressés